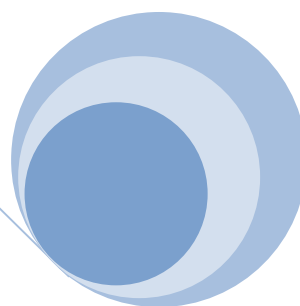
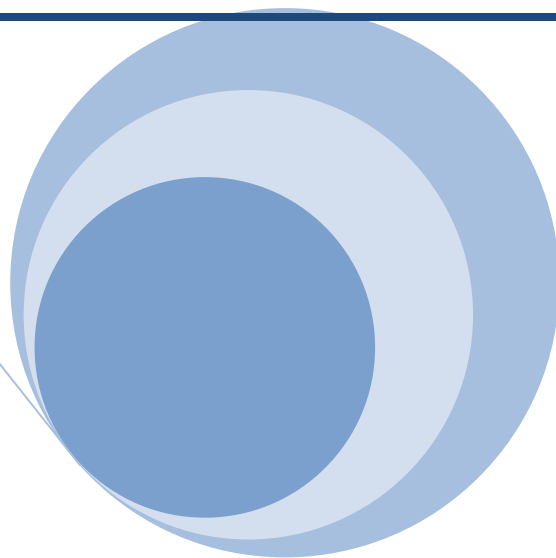
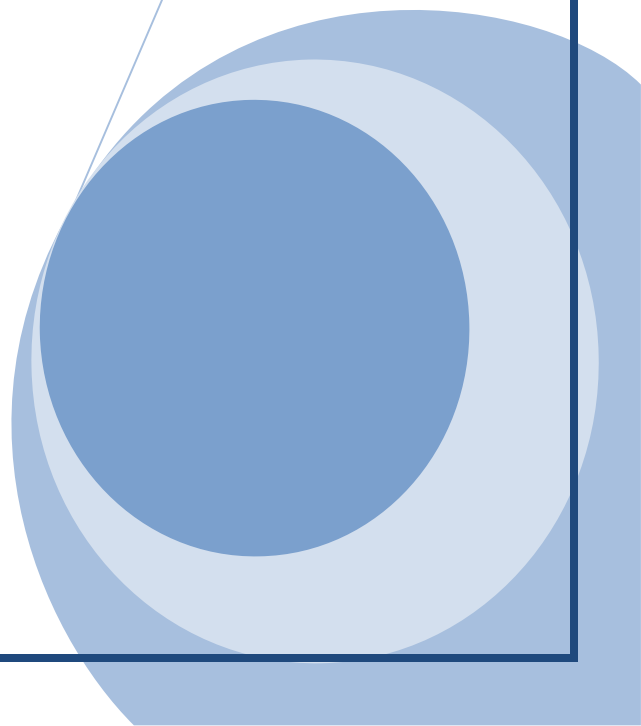




Chambre de Commerce Européenne  
en Côte d'Ivoire



# **RAPPORT D'ACTIVITES 2013**



## **SOMMAIRE**

### **PREAMBULE**

#### **I. RENFORCEMENT DE LA VISIBILITE DE LA CHAMBRE AUPRES DES MEMBRES ET DES AUTORITES PUBLIQUES ET DE SON POUVOIR DE LOBBYING**

- A. Evénements EUROCHAM**
- B. Participation aux événements publics organisés par les Autorités  
administratives et politiques**
- C. Visites protocolaires et Audiences**
- D. Renforcement de la coopération avec la Délégation de l'Union Européenne  
et autres bailleurs de fonds**

#### **II. DEVELOPPEMENT DES SERVICES & ACTIVITES A L'ATTENTION DES ADHERENTS**

- A. Commissions sectorielles : Réunions techniques<sup>4</sup>**
  - 1. Commission Fiscalité**
  - 2. Commission Santé & Droit Social**
  - 3. Commission Juridique**
  - 4. Commission Education et Formation**
  - 5. Commission Développement Durable**
  - 6. Commission Intégration Régionale- Transport – Douane**
- B. Service Information & Etudes**
  - 1. Etudes statistiques**
  - 2. Information et Communication**

### **ANNEXES**

#### **2013 EN IMAGE**



## **Préambule**

La relance économique s'est confirmée dans un contexte dynamique, mais tendu et concurrentiel tout au long de l'année 2013. Au terme de sa quatrième année d'activité, considérant le chemin parcouru et consolidant ses acquis qui sont notables, l'Exécutif d'Eurocham, mesurant pleinement les challenges inhérents à la position de défenderesse des intérêts économiques européens privés de la Chambre et sa responsabilité envers ses adhérents, porte un regard serein mais très attentif à la stratégie de son développement et à l'évolution de son environnement.

Comme nous nous y étions engagés, l'année 2013 s'est caractérisée par un renforcement de la visibilité d'EUROCHAM et son pouvoir de lobbying auprès des pouvoirs publics. A cet effet, nous avons mené de nombreuses actions afin de mieux connaître les attentes et besoins de nos entreprises et porter haut et fort leur voix, notamment dans les plates formes d'échanges Etat- Secteur Privé, essentielles pour favoriser une amélioration du climat des affaires, indispensables pour permettre aux entreprises de disposer d'un environnement favorable à leur développement, et parfois même à leur survie.

Nous avons été sollicités, et nous nous sommes exprimés dans la Presse et les Médias, et en aparté, lors de rencontres et audiences avec les autorités et bailleurs de la Côte d'Ivoire. Des grandes rencontres d'échanges publiques, conférences et débats ont été organisées aux fins de sensibiliser les autorités relativement à notre engagement, notre poids et notre potentiel, mais également à nos préoccupations et nos spécificités.

Notre objectif demeure le même : être utile à nos membres !

Comme vous le découvrirez à travers les pages de ce Rapport d'Activités, les services d'EUROCHAM se sont mobilisés pour accompagner les entreprises dans leur vie quotidienne: rencontres techniques de formation et d'information, diffusion d'informations économiques, renforcement des relations professionnelles entre membres notamment ; également à travers les démarches effectuées auprès des autorités et administrations de l'Etat, dans le cadre de saisines et de préoccupations particulières vous concernant.

Loin d'être un satisfecit, ce Rapport doit permettre à la Chambre et son futur Exécutif une vision globale des actions de l'année passée, un outil de réévaluation, indicateur des ajustements qui s'imposent aux fins d'orienter avec pertinence, et avec votre accompagnement actif, les objectifs et les actions futurs.

Merci de votre confiance

**Maximilien LEMAIRE**

**Président de la Chambre de Commerce Européenne en Côte d'Ivoire**

## I. RENFORCEMENT DE LA VISIBILITE DE LA CHAMBRE AUPRES DES MEMBRES ET DES AUTORITES PUBLIQUES ET DE SON POUVOIR DE LOBBYING

Le Plan d'actions 2013 prévoyait le renforcement de la visibilité de la CCE-CI auprès des membres et des autorités publiques, ce, afin de renforcer son pouvoir de lobbying à travers l'organisation d'événements (A), la Participation aux événements et réunions publics organisés par les Autorités Administratives Et Politiques (B) et les visites protocolaires et audiences (C).

### A. les Evénements

Il s'agit d'une part d'événements publics et d'autre part d'événements internes.

#### 1. Les événements publics

L'exercice 2013 a été riche en événements publics. Ainsi l'on peut citer notamment:

- **Petit-déjeuner-débat sur les thèmes:** *«Annexe Fiscale 2013» et «La politique fiscale en tant que facteur d'amélioration du classement de la Côte d'Ivoire dans le rapport Doing Business»* ;
- **Conférence** sur le thème: **« Présentation du Tribunal de Commerce»** avec le Dr François KOMOIN, Président du Tribunal de Commerce ;
- **Déjeuner-Conférence sur les Partenariats Public -Privé** qui a permis une présentation exhaustive et diversifiée du nouveau cadre réglementaire de ces Partenariats par **Monsieur Isaac DE, orateur principal, Conseiller à la Présidence de la République, Président du Comité National de pilotage des PPP**, ainsi que la présentation de deux « success stories » en matière de PPP (AZITO ENERGIES et SITARAL) ;
- Signature d'un **partenariat avec Oxford Business Group** dans le cadre de la production de «The Report: Côte d'Ivoire 2013 ». Mise à disposition gratuite d'exemplaires du Rapport pour les adhérents de la Chambre ;
- Signature d'une **Convention de partenariat** entre la **Chambre de Commerce Européenne** et **l'Université FHB** dans le cadre d'échanges constructifs et la recherche de solutions concertées sur la problématique de l'inadéquation formation -emploi ;

**Tous ces événements ont rencontré un nombre important de participants ; ce qui témoigne de leur succès.**

## 2. Les événements internes

Le renforcement de la proximité interactive de la Chambre avec ses membres s'est fait à travers les rencontres techniques d'informations et les Networking cocktails.

### **Rencontres techniques d'informations et sessions de formation**

L'exercice 2013 a enregistré des rencontres techniques d'informations majeures :

- **Matinale de Formation** portant sur le thème « **MUDA - Le Jeu du Lean** » à l'attention des Dirigeants et cadres dirigeants sur les différentes formes de gaspillages à travers un jeu pédagogique ;
- **Réunions d'information et d'échanges à la Chambre**, pour les adhérents concernés, relativement à la Problématique Webb Fontaine afin d'adopter une position commune et des actions à mener auprès des autorités ;
- **Rencontres B2B** lors de la mission économique et commerciale belge en mai 2013
- **Réunions d'échanges B2B entre membres de la Chambre et entreprises japonaises** à l'occasion d'une mission japonaise organisée par le JETRO en décembre 2013

### **Networking cocktails**

Pour l'année 2013, l'organisation de ces rencontres mensuelles a connu un engouement particulier tant du point de vue de sa régularité (à l'exception du mois de congé d'août) que de l'affluence de ces participants.

En effet, des taux de participations records ont été notés à ces rencontres de réseautage, résultante de la volonté et des moyens mis à disposition de la proximité avec les adhérents de la part de l'Exécutif, traduisant le ressenti d'appartenance à la communauté des opérateurs économiques européennes au sein de sa Chambre.

### **B. la Participation aux événements publics organisés par les Autorités administratives et politiques**

Le renforcement de la visibilité d'EUROCHAM s'est fait également à travers sa participation aux événements publics organisés par les Autorités administratives et politiques. Ainsi, elle a été présente aux séances de travail techniques et aux ateliers suivants :

- Réunions du **Groupe de Travail National sur les Zones Industrielles** avec les organisations corporatistes et le Ministère de tutelle ;

- Réunions du réseau **des Points Focaux** dans le cadre des activités du Comité de Concertation Etat – Secteur Privé (CCESP);
- **Atelier de validation de l'avant projet modificatif du Code du Travail** ;
- **Réunion avec la Direction Générale des Douanes** sur la problématique Webb Fontaine ;
- **Déjeuner de travail sur la vulgarisation du Guichet Unique** (CEPICI) ;
- **Réunion d'informations sur les activités du Guichet Unique** (CEPICI) ;
- **Atelier national sur le rapport « Doing Business »** organisé par le Centre de Promotion des Investissements en Côte d'Ivoire (CEPICI) ;
- **Table ronde** organisée par le Fonds Monétaire International réunissant les différents responsables du secteur privé avec Madame Christine LAGARDE, Directrice Générale, à l'occasion de sa visite.
- **Cérémonie de présentation du « Report : Côte d'Ivoire 2013 »**, rapport d'Oxford Business Group

Par ailleurs, en marge des plates-formes d'échanges Etat/Secteur privé, EUROCHAM a renforcé ses relations de coopération avec les autres organisations corporatistes aux activités desquelles elle est souvent conviée.

### C. Les Visites protocolaires et Audiences

Les visites protocolaires et audiences ministérielles effectuées au cours de l'exercice 2013 ont été nombreuses. Les plupart des Ministres et administrations ont reçu les délégations restreintes du Comité Exécutif en audience, souvent à leur demande.

De manière générale, les Ministres et autres responsables d'administration rencontrés ont exprimé un souhait de collaborer avec la Chambre dans le cadre de certains projets ou programmes, notamment dans le cadre de la relance économique. Chaque Délégation incluait le Responsable de la Commission concernée par l'autorité ou l'organisation visitée.

Ainsi, les responsables d'EUROCHAM ont effectué les visites suivantes :

- **Ministre de l'Intégration Africaine et des ivoiriens de l'Extérieur**, Ally COULIBALY dans le cadre de l'évolution des négociations portant sur l'Accord de Partenariat Economique ;
- **Ministre d'Etat, Ministre de l'Emploi, des Affaires Sociales et de la Formation Professionnelle**, Dosso Moussa dans le cadre de la réforme du Code du travail ;

- **Ministre de l'Industrie**, Jean-Claude BROU dans le cadre du renforcement de la relation déjà bien établie entre les deux structures ;
- Audience avec le **Président du Conseil Economique et Social**, Monsieur Marcel ZADI KESSI, dans le cadre d'un possible élargissement du Conseil aux Chambres Consulaires
- Audience avec l'**Ambassadeur d'Italie, SEM. Alfonso DI RISO**, suite à sa nomination
- Déjeuner organisé en **l'honneur du Président de la Chambre Maximilien LEMAIRE**, par l'**Ambassadeur du Japon en Côte d'Ivoire**, à sa Résidence, dans le cadre du rapprochement des intérêts économiques européens et japonais.

#### **D. Renforcement de la coopération avec la Délégation de l'union Européenne et autres bailleurs de fonds**

Au titre du renforcement de la coopération avec le Délégation de l'Union Européenne et autres bailleurs de fonds, des séances de travail et rencontres d'échanges ont eu lieu, notamment :

- **Déjeuner de travail avec le superviseur du Projet d'Appui à la Revitalisation et à la Gouvernance des PME (PARE-PME)**, Monsieur Lorenzo BERTOLINI, Spécialiste principal en développement du secteur privé de la Banque Mondiale, juin 2013 ;
- **Dîner organisé dans le cadre de la mission du Commissaire européen au Commerce** M. Karel de GUCHT, novembre 2013 ;
- **Cérémonie d'inauguration des nouveaux locaux**, novembre 2013.

**Au demeurant, l'exercice 2013 a permis à la Chambre d'accentuer sa visibilité non seulement auprès des pouvoirs publics mais aussi vis-vis des autres organisations corporatistes et des missions diplomatiques et consulaires.**

## II. DEVELOPPEMENT DES SERVICES & ACTIVITES A L'ATTENTION DES ADHERENTS

Il s'agit essentiellement d'une part des activités des Commissions sectorielles (A) et d'autre part des activités du Service Information & Etudes (B).

### A. Commissions sectorielles : Réunions techniques

Les Commissions sectorielles ont pour objectif de travailler sur les problématiques spécifiques, importantes et urgentes inhérentes aux différents secteurs de l'environnement des affaires. Elles sont les moteurs des activités de la Chambre, et génèrent des services pratiques et d'informations à l'attention des adhérents et des outils de lobbying pour la Chambre.

En 2013, elles se sont réunies à intervalle régulier, généralement une fois par mois.

#### 1. Commission Fiscalité

Courant l'année 2013, la commission Fiscalité s'est réunie autour de six thèmes :

- **Petit déjeuner débat, sur « *L'Annexe Fiscale 2013* » et « *La politique fiscale en tant que facteur d'amélioration du classement de la Côte d'Ivoire dans le rapport Doing Business* ».**

Dans le cadre de l'organisation de cet événement, les membres de la Commission se sont réunis afin d'échanger sur les préoccupations qui seront soumises au DGI pour une meilleure animation des débats, notamment sur la base des observations récoltés auprès de tous les adhérents. Il s'agit notamment de *l'impact des mesures fiscales sur le classement la Côte d'Ivoire dans le rapport Doing Business et le processus de remboursement de crédits de TVA etc.*

- **Préparation du séminaire sur la fiscalité « *quelle fiscalité pour 2020 ?* »**

Thème de l'atelier : *Quel système fiscal favorise l'émergence ?*

Deux consultants ont été recrutés pour les travaux préparatoires (note de cadrage) à partir d'une approche benchmarking des pays émergents. Les travaux du séminaire feront l'objet de rédaction d'un **Livre Blanc** contenant un ensemble de propositions concrètes qui seront communiquées au Premier Ministre et au Ministre délégué auprès du Premier Ministre, Chargé de l'Economie et des Finances.



- **Baromètre Fiscal**

La Mise en place d'un indicateur de l'environnement fiscal des entreprises avec l'appui des cabinets de conseils fiscaux membres de la Chambre. Une vingtaine d'entreprises membres de la Chambre sélectionnée a répondu à notre questionnaire par un entretien téléphonique, du 1<sup>er</sup> juillet au 11 septembre 2013. La seconde étape débutera à partir de janvier 2014.

- **Préparation de l'annexe fiscale 2014**

Dans le cadre de la préparation de l'annexe fiscale 2014, la Commission Fiscalité a transmis à la DGI un document harmonisé des préoccupations/propositions des membres de la Chambre. Sur sa demande, elle a été reçue par la Direction de la Législation du Contentieux et de la Documentation pour une séance de travail, à l'effet d'échanger sur ses propositions **(DLCD/DGI)**. A l'issue de cette audience, une quinzaine de mesures identifiées par la Commission ont été retenues par la DGI et d'autres seront améliorées par voie de notes administratives. Il est à noter que seulement le Patronat ivoirien et EUROCHAM ont été consultés par l'administration fiscale sur ce sujet.

- **Problématique sur le prélèvement de l'Acompte d'Impôt sur le Revenu du Secteur Informel (AIRSI) et la contrebande**

Ces sujets demeurent une problématique persistante et très contraignante pour certaines entreprises de distribution. Saisie, une réflexion est menée par la Commission afin d'impliquer davantage l'Administration fiscale, à travers un mémorandum.

- **Problématique sur le relèvement de la redevance des terrains industriels**

Ce sujet a fait l'objet de la mise en place de plusieurs cadres de concertation, notamment au niveau du Comité de Concertation Etat -Secteur Privé (CCESP), mais également par un groupe de travail Secteur Privé mis en place par la CGECI, avec les représentants des organisations collègues et les Chambres consulaires.

Nombreuses réunions de travail, internes au groupe et avec le Ministère de l'Industrie ont eu lieu dans la période allant du mois de juillet au mois de décembre 2013, afin de trouver un consensus sur le tarif. Les négociations ont été longues et difficiles, à hauteur des importants enjeux pour les opérateurs.

Particulièrement l'on a pu constater une grande divergence dans les approches. Le secteur privé contestant largement le fond de la problématique, le défaut de benchmarking et d'étude monographique aboutie, le poids économique à supporter par les entreprises, déjà trop sollicitées, alors que le Ministère avançait dans les négociations dans une optique budgétaire et de recherche de fonds d'urgence. En fin d'année 2013, les négociations sur l'augmentation des tarifs 2014 – 2015 -2016 étaient encore en cours, et la pression du Ministère forte. EUROCHAM a pris toute sa place dans ce cadre de concertation.

## 2. Commission Santé & Droit Social

Quatre thèmes ponctuels ont été abordés durant l'année 2013 :

- **La réforme du code du Travail**

La Commission a participé à plusieurs ateliers de validation de l'avant-projet modificatif du code du Travail. Les travaux de ces ateliers tripartites (**ETAT-travailleur-secteur privé**), effectués sur la base de la synthèse des observations de la Commission, communément appelée « la Matrice Eurocham », ont abouti à une matrice consensuelle, transmise au Ministre de l'Emploi des Affaires Sociales et de la Formation Professionnelle.

Cependant, il semblerait que le projet de réforme du Code du Travail a été retiré de l'ordre du jour du Conseil des Ministres pour être mieux ré examiné.

- **La revalorisation du SMIG et ses incidences**

Par décret n° 2013-791 du 20 novembre 2013, publié au Journal Officiel de la République de Côte d'Ivoire du 03 janvier 2014, le Gouvernement a porté le montant du Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti (SMIG) à **60 000 FCFA, soit un taux de revalorisation de 64%**.

Le nouveau SMIG aura une incidence sur les autres éléments de la rémunération. Ainsi, le salaire horaire du travailleur classé en première catégorie passera désormais de **211 FCFA à 346 FCFA** ; ce qui aura une incidence sur diverses primes ou indemnités.

Cet important sujet pour les entreprises et leurs DRH, a fait l'objet de plusieurs réunions d'information et d'échanges, sur l'application effective du SMIG.

- **La Couverture Maladie Universelle**

Le projet d'instauration du système de Couverture Maladie Universelle (CMU) en Côte d'Ivoire apportera une réponse concrète au besoin vital de gestion collective et solidaire du risque maladie, en vue d'assurer une plus grande accessibilité des populations aux soins de santé. La CMU permettra aux indigents d'accéder aux soins gratuitement.

En outre, l'Etat envisage de mettre en place une Caisse Nationale d'Assurance Maladie (CNAM). Cette Caisse sera une structure autonome et légère, avec un statut d'Institution de Prévoyance Sociale (IPS), dont les ressources seront principalement constituées par les cotisations de ses membres.

- **La mutuelle santé EUROCHAM**

Le projet de la mise en place d'une mutuelle santé au profit du personnel des entreprises affiliées et des membres de leurs familles, a été inscrit au plan d'action de la

Commission en début d'année. Elle est destinée, en priorité, aux entreprises ne disposant pas de couverture santé pour ses employés.

Dans le cadre de sa mise en œuvre, un cahier des charges a été élaboré permettant de sélectionner le gestionnaire auquel sera confiée l'administration de la mutuelle santé.

### **3. Commission Juridique**

Une implication active de la Commission relative à la préparation et à l'organisation pratique de deux conférences techniques :

- **La présentation du Tribunal de Commerce.**
- **les Partenariats Public-Privé.**

### **4. Commission Education et Formation**

Les actions menées par la Commission Education & Formation durant l'année 2013 s'articulent autour de trois axes principaux à savoir :

- la poursuite des activités projet PEJEDEC ;
- le renforcement des capacités des entreprises;
- le développement de partenariat Secteur Privé – Ecoles Techniques/Université.

- **Projet Emploi Jeune et Développement des Compétences (PEJEDEC)**

Signée le 19 octobre 2012, la Convention de Partenariat EUROCHAM-PEJEDEC/Banque Mondiale a pour objectif de favoriser la mise en stage de 475 jeunes ivoiriens âgés de 18 à 30 ans au sein des entreprises membres de la Chambre sur un an.

La mise en route du projet s'est heurtée à quelques contraintes d'ordre procédural au niveau de l'Unité de Coordination du PEJEDEC et de l'AGEPE. Ces contraintes combinées aux nombreux recrutements hors projet du fait de la signature tardive de la Convention et au retrait de certaines sociétés pour des raisons liées à l'environnement des affaires, ont perturbé sa meilleure mise en œuvre.

Après avoir révisé l'objectif initial à 308 bénéficiaires en concertation avec l'Unité de Coordination du PEJEDEC (UCP), EUROCHAM a permis à 352 jeunes sans aucune expérience professionnelle d'obtenir des stages de perfectionnement dans 23 entreprises - au 31 décembre 2013. Ce qui représente un taux d'exécution de la Convention de 74,11% par rapport à l'objectif initial et un taux de 114% par rapport à l'objectif révisé.

Notons également l'embauche de 35 bénéficiaires à l'issue des stages. Ces embauches sont matérialisées par des contrats formels CDI et CDD dont la durée varie de trois mois renouvelables à 2 ans.

Au cours du processus, plusieurs visites terrains ont été organisées sur différents sites d'accueil de stagiaires pour permettre à l'Etat via le Ministère de l'Emploi et au Bailleur de contrôler et apprécier le déroulement du projet. La présence effective de délégations de la Banque Mondiale et du Ministre d'Etat, Ministre de l'Emploi a été enregistrée lors de ces visites. Il en est ressorti une satisfaction générale et une prorogation de la Convention en 2014, en raison des potentiels en termes d'embauches des bénéficiaires et de la bonne collaboration entre les parties prenantes. L'on note également une satisfaction globale des sociétés impliquées dans la réalisation du projet.

Forte de la notoriété certaine acquise au travers de ce programme inédit et de son enthousiasme à y contribuer de façon significative, la Chambre continue de mobiliser ses entreprises pour une adhésion massive dans une dynamique performante.

- **Renforcement des capacités**

Dans le cadre de ses activités de formation et de partage, la Commission a organisé le jeudi 30 mai 2013 de 9h à 17h à l'Hôtel Novotel au Plateau, un séminaire sur le thème «**MUDA – jeu du Lean**».

**22 personnes** : Dirigeants et Cadres Dirigeants d'entreprises membres de la Chambre, ont pris part à cette formation ludique qui visait à contribuer à l'amélioration des performances opérationnelles et financières des participants. Les thèmes abordés ont couvert les grandes fonctions de l'entreprise : achats, production, ventes, distribution, conception des nouveaux produits, finances, ressources humaines.

De façon pratique, à travers des jeux de rôle, les participants ont pu cartographier sur des supports appropriés les principaux processus de l'entreprises, repérer les différents Mudas (gaspillages), séparer la valeur ajoutée de la non-valeur ajoutée, calculer les indicateurs de performance et les comparer à des benchmark, rechercher les causes de non-valeur ajoutée, proposer des actions d'amélioration, évaluer les risques, mesurer les gains.

L'enquête de satisfaction réalisée à l'issue du séminaire est positive et encourageante quoique le temps consacré à la formation (1 journée) ait été jugé insuffisant au regard de la densité des informations. Il est notamment recommandé à la Chambre de poursuivre par des organisations périodiques de même calibre.

- **Développement de partenariat Secteur Privé – Ecoles techniques/Université**

La Commission a mené en juin 2013 une démarche citoyenne envers l'Université Félix Houphouët BOIGNY d'Abidjan - en pleine renaissance - afin d'identifier ensemble les opportunités possibles dans le cadre d'une plateforme d'échanges constructifs sur la question de l'adéquation formation-emploi.

Les différentes concertations ont permis de mettre en place un Comité Paritaire servant d'interface entre l'Université FHB et les Entreprises membres d'EUROCHAM. Ledit Comité a pour rôle de définir les axes d'actions et de superviser la mise en œuvre de l'ensemble des stratégies visant à rapprocher l'Université et le monde des entreprises. Pour y parvenir, il s'appuie sur deux organes opérationnels à savoir la Sous-commission Formation et la Sous-commission Stage et Emploi ayant chacune une feuille de route spécifique.

Les efforts conjugués du Comité Paritaire et des Sous-commissions ont aboutit **le mardi 17 décembre 2013 à la signature formelle d'une Convention de Partenariat entre EUROCHAM et l'Université FHB** au cours d'une cérémonie solennelle et médiatisée co-organisée par les deux institutions dans les locaux de la présidence de l'Université à Cocody. Ce partenariat vise à favoriser la création et le déploiement de parcours de formations adaptées aux besoins en compétences des Entreprises et l'insertion durable des étudiants ou diplômés issus de ladite Université, tout en préparant un vivier de compétences susceptibles de satisfaire les éventuels besoins en Ressources Humaines des Entreprises.

Plusieurs activités sont prévues dans le cadre de ce partenariat, entre autres :

- ✓ Une contribution aux travaux visant à adapter les curricula de formation par rapport aux besoins des entreprises ;
- ✓ L'organisation de Journées Carrières et Métiers EUROCHAM-Université FHB ;
- ✓ L'organisation d'une journée de l'Excellence.

## **5. Commission Développement Durable**

Au terme de l'année 2013, la Commission Développement Durable s'est réunie sous la présidence de Madame Martine DUCOULOMBIER (Dialogue Production) et de Monsieur Franck EBA (SIFCA), sur les thèmes et autour des activités suivantes :

- **Finalisation du projet de réalisation de la plaquette DD**

Cette plaquette est un instrument communiquant les valeurs des adhérents parties prenantes au projet, et représente à ce titre également un véritable outil de communication d'EUROCHAM. Elle a permis entre autres d'indiquer les différents domaines et actions menées par les entreprises dans le cadre de l'exercice de leur responsabilité tant sociale que sociétale et environnementale. Cette plaquette a été imprimée en 2000 exemplaires.

- **Rédaction et adoption d'un plan d'action biannuel (2013-2014)**

Le plan d'action 2013-2014 de la Commission a été arrêté avec la particularité d'avoir spécifié les actions à entreprendre en 2013 et celles à réaliser en 2014. Ainsi, la Commission s'est donnée un outil stratégique pour le bon déroulement et la mise en œuvre efficiente de ses activités.

- **Recherches de partenaires d'exécution d'activités prévues sur de le plan d'action**

Dans l'optique d'une bonne exécution des activités prévues, la Commission a entrepris cette démarche, visant à identifier des partenaires de mise en œuvre. Ainsi, le Cabinet ENVAL et l'ONG TOUKPE ont été conviés aux réunions mensuelles en vue de la présentation de leurs activités. Ces différentes présentations, visaient une meilleure appréciation des activités de ces structures par les membres. Dans ce même ordre d'idée, des rencontres d'échanges et de prise de contact avec des ONG telles qu'IVOIRE DD, AFRIK Environnement, AMISTAD ont eu lieu. Ces rencontres se sont étendues à l'entreprise adhérente SG CONSULT dans le cadre de l'organisation des premières journées Développement Durable en Côte d'Ivoire prévue au dernier trimestre 2014.

Toutes ces rencontres avaient pour objectif de mettre en avant des actions/activités concrètes que la Commission en particulier et la Chambre en général, pourrait réaliser avec ces structures.

- **Séances de travail et participation aux activités (séminaires de formation, campagnes de sensibilisation,...)**

Ces séances ont été organisées par les autorités politiques et administratives. Il s'agit principalement des rencontres organisées par le Ministère de l'Environnement, de la Salubrité Urbaine et du Développement Durable en général et de la Direction du Développement Durable en particulier.

De ces différentes rencontres il ressort la nécessité de mener des actions communes avec les pouvoirs publics à travers la Direction du Développement Durable.

## **6. Commission Intégration régionale-Douane-Transport**

Les sujets abordés par la Commission coprésidée par Messieurs Philippe STEFFAN (Grands Moulin d'Abidjan) et Joel HOUNSINO (SITARAIL) durant l'année 2013, ont tourné autour de :

- **Evolution des négociations APE**

Les actions entreprises par la Commission ont porté sur l'information des membres et particulièrement l'analyse des différentes rencontres et étapes franchies relatives aux divergences entre l'Afrique de l'Ouest et l'Union Européenne, ainsi que le Tarif Extérieur Commun (TEC).

Dans un souci d'être plus proche de l'information liée aux négociations APE, la Commission a invité à ses réunions les responsables gouvernementaux en charge de cette question. C'est ainsi que Monsieur Kalilou TRAORE et son équipe ont assisté la Commission en termes d'information, et d'apport d'explications, également aux fins qu'EUROCHAM sert de relais

vers ses entreprises adhérentes. Aussi, cette bonne relation entre la Commission et le Ministère de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur a permis une association de la Commission à tous les événements publics et séminaires de ce Ministère. Des rencontres ont eu lieu avec les autorités administratives et politiques en Charge de la conduite des négociations APE, du Programme d'Appui au Commerce et à l'Intégration Régionale (PACIR) et d'institutions comme le Centre du Commerce International (ITC).

- **Constitution d'un réseau de points focaux**

Cette activité, toujours en cours, consiste à mettre en place un réseau de personnes ressources qui feront connaître l'actualité de leur secteur d'activité à la Commission. Il a pour mission particulière d'être une force de proposition d'actions à réaliser dans le cadre du TEC/CEDEAO et de l'Accord de Partenariat Economique, en interne et avec le Ministère de l'Intégration Africaine et ITC/ la Délégation de l'Union Européenne.

- **Problématique Webb Fontaine**

Des difficultés importantes constatées depuis la mise en application de la Convention de Webb Fontaine, structure chargée de la classification et de la valorisation des importations en CI, ont généré différentes actions telles une rencontre avec Webb Fontaine, une séance de travail avec le Directeur Général des Douanes visant à lui soumettre les dysfonctionnements constatés dans le mode opératoire de Webb Fontaine, et solliciter des mesures d'accompagnement de sa part. Des actions de récolte de données et des enquêtes pour déterminer les entreprises rencontrant des difficultés, et établir un état de lieux et un suivi, ont été réalisés. Ajoutée à cette action, des demandes d'audiences ont été adressées notamment à Monsieur le Premier Ministre aux fins de lui exposer les difficultés des adhérents de la Chambre en général.

**En outre, conformément à la demande des adhérents de disposer d'informations relatives aux activités des Commissions, les ordres du Jour des réunions de travail sont systématiquement diffusés à tous les adhérents et les PV des réunions de travail mis à disposition des membres sur le site Internet, dans la rubrique "Commissions".**

**Par ailleurs, un point sur les informations et alertes à diffuser à tous les adhérents, selon les sujets d'actualité traités, est systématiquement intégré à l'ordre du jour de chacune des réunions.**

## B. Service Information & Etudes

Les activités du service Information & Etudes seront analysées tant au niveau des études statistiques et que de l'information et de la communication.

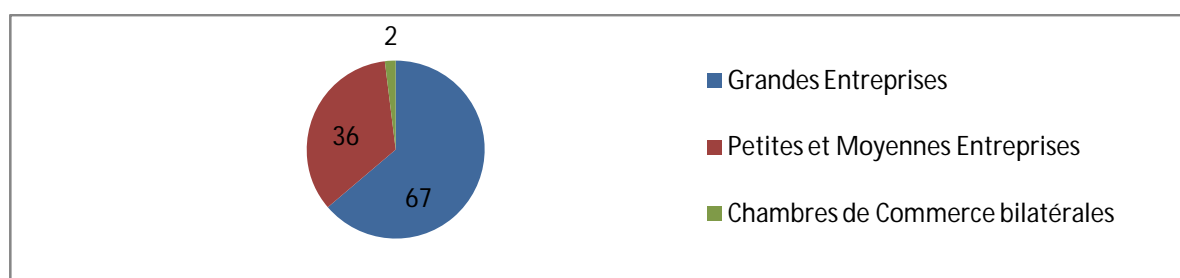
### 1. Etudes statistiques

Les études réalisées en 2013 sur la base des chiffres reçus de 104 entreprises sur les 105 que compte la Chambre (soit 99%) a permis de faire des synthèses économiques afin d'établir une classification sectorielle des entreprises de la Chambre ainsi que son poids dans l'environnement économique et social ivoirien.

#### Classification des entreprises membres

De l'analyse des données recueillies, il résulte la classification des entreprises membres de la Chambre selon les indicateurs suivants :

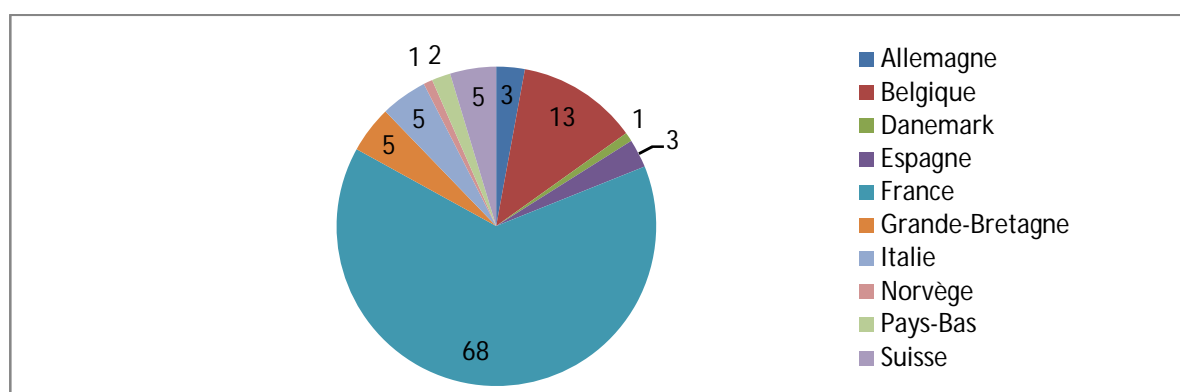
- **Type d'entreprises**



Comme le démontre le graphique ci-dessus, EUROCHAM est composée en grande majorité de Grandes Entreprises représentant 64% de son effectif contre 34% pour les petites et moyennes entreprises.

- **Nationalité**

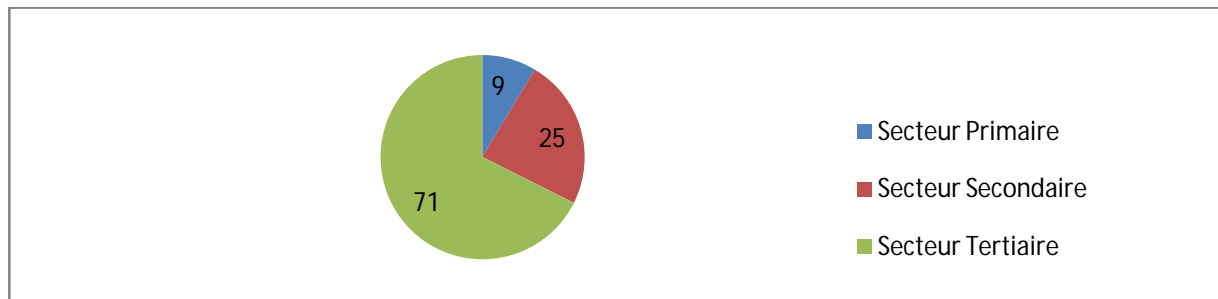
La particularité d'EUROCHAM réside très certainement dans l'hétérogénéité de l'origine de ses entreprises membres en référence à l'Union Européenne.





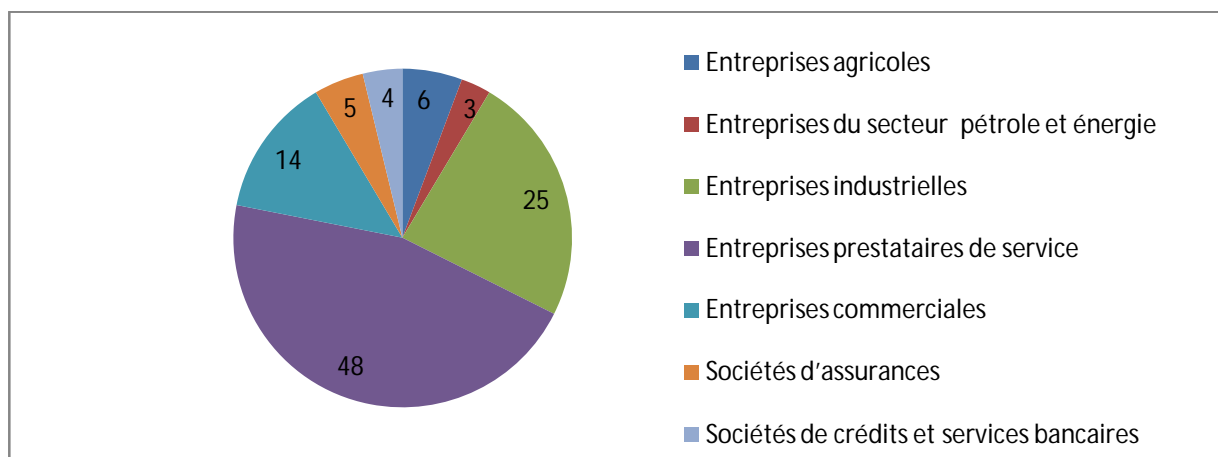
Ainsi, 08 nationalités de l'Union Européenne ainsi que la Suisse et la Norvège sont représentés au sein de la Chambre. Parmi celles-ci, la France compte le plus grand nombre de représentants avec 64%, suivi de la Belgique qui est représentée à hauteur de 13%.

- **Secteurs d'activités**



Les entreprises membres de la CCE-CI sont présentes dans tous les secteurs d'activités. Cependant, le secteur tertiaire reste le secteur qui regroupe le plus d'entreprises avec 67% des membres contre 34% pour le secteur secondaire ; le secteur primaire étant le moins représenté avec seulement 9% des adhérents.

- **Domaines d'activités**

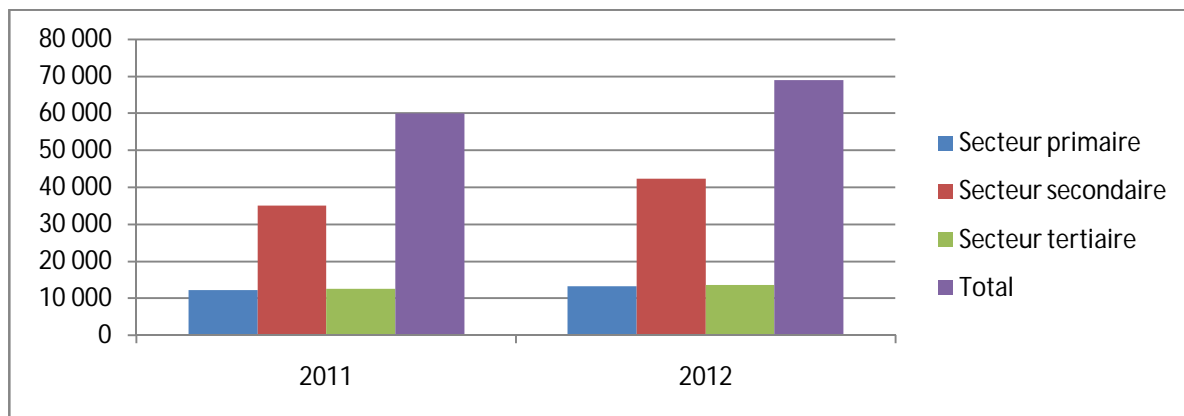


Avec plus de 48%, les entreprises prestataires de service sont les plus nombreuses, suivies des entreprises industrielles (24%) et les entreprises commerciales (13%). Les entreprises agricoles, les sociétés d'assurances et les sociétés de crédits et services bancaires représentent respectivement 6%, 5% et 4% des adhérents. Quant au secteur pétrolier et énergétique, il est représenté à hauteur d'environ 3%.

### Poids d'EUROCHAM dans l'environnement économique et social ivoirien

La contribution de la CCE-CI à l'économie ivoirienne se mesure aussi bien au niveau des emplois que des chiffres d'affaires et investissements.

- **Au niveau des emplois**



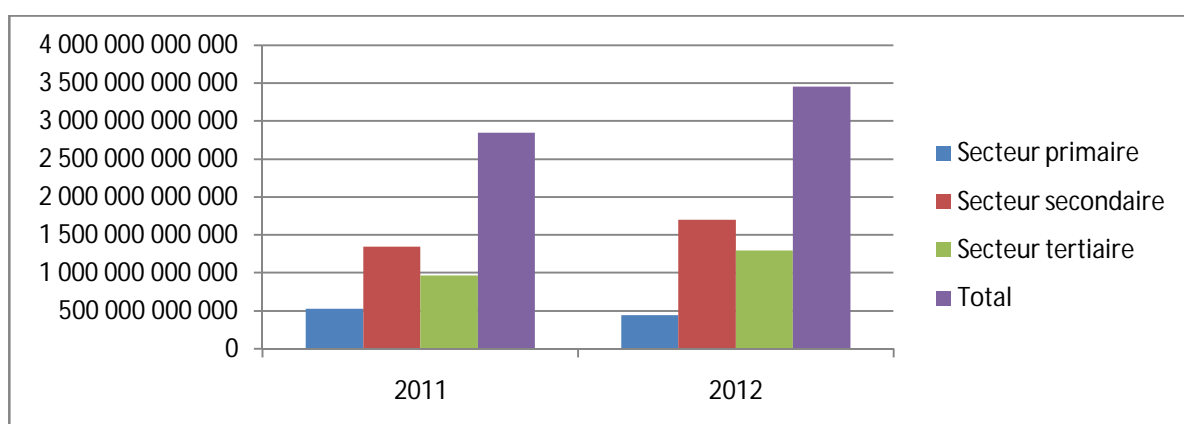
Déjà étoffés en 2012, les effectifs salariés ont poursuivi leur croissance tout au long de l'année 2013.

Ainsi, sur 280 000 salariés du secteur privé déclarés à la CNPS, environ 70 000 sont issus des entreprises membres de la Chambre de Commerce Européenne (une hausse de 16% par rapport à 2012), soit 25% des emplois directs du secteur privé avec une prédominance du secteur secondaire qui pourvoie plus de 40 000 emplois directs.

Quant aux emplois indirects, la CCE-CI en pourvoie plus d'un million avec ses entreprises évoluant principalement dans les secteurs du cacao, de l'hévéa et de l'agroalimentaire entre autres.

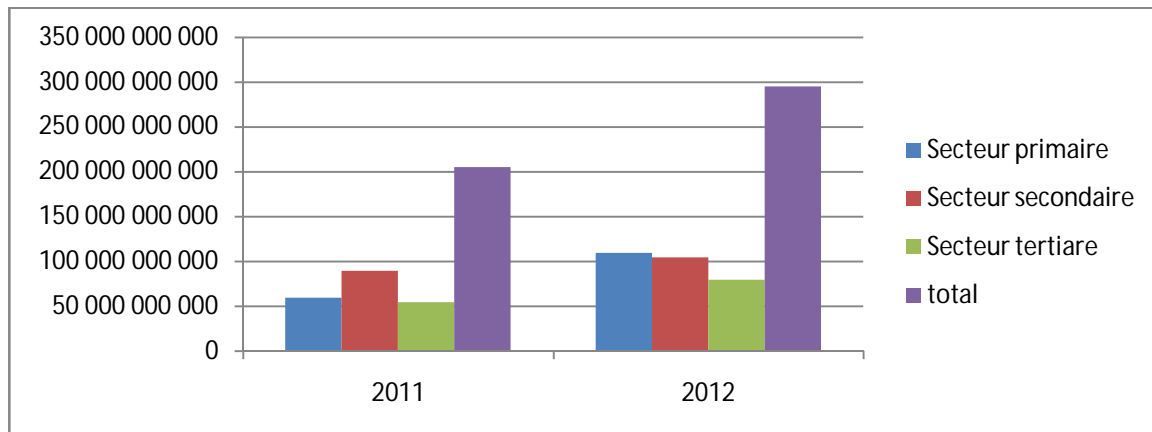
- **Au niveau des chiffres d'affaires**

EUROCHAM se positionne de plus en plus comme un des piliers majeurs de l'économie ivoirienne avec un chiffre d'affaires d'environ 3 500 milliards de FCFA en 2012 représentant plus de 25% du PIB ivoirien (12 600 milliard en 2012).



Si dans l'ensemble, le chiffre d'affaires des entreprises européennes a progressé par rapport à l'année précédente, il a cependant enregistré une évolution moindre en ce qui concerne le secteur primaire qui a vu son chiffre d'affaire baissé d'environ 12%.

- **Au niveau des investissements**



De manière générale, les entreprises européennes ont engagé davantage de dépenses d'investissement en 2012 qu'en 2011 notamment dans les secteurs de l'agroalimentaire et du transport. Ainsi, environ 300 milliards ont été engagés par les entreprises adhérentes au titre des investissements en 2012 contre 200 milliards en 2011 ; soit une hausse de 50%.

**En somme, la CCE-CI a contribué de manière substantielle au développement de l'économie ivoirienne durant l'année 2013 notamment en matière de fiscalité et d'emplois.**

## **2. Information et Communication**

L'année écoulée a été marquée d'une part par le renforcement de la communication interne et d'autre part par la relation étroite avec les Médias.

- **Communication interne**

Dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique de communication interne axée sur une relation de proximité renforcée avec les adhérents, la Chambre a mis en place plusieurs canaux afin de permettre aux adhérents d'avoir accès aux différentes informations relatives aussi bien à leurs activités qu'aux activités de la Chambre.

- **Les visites -adhérents**

Elles ont eu pour but de renforcer la relation de proximité de la Chambre avec ses membres en s'imprégnant des réalités de leurs activités professionnelles à travers des visites sur leurs sites de travail.

Ces visites ont permis à l'Exécutif de la Chambre d'ajuster les orientations des actions à mener et soutenir la stratégie de développement de la Chambre.

- **Eurocham News**

Lettre d'information électronique bimensuelle, Eurocham News a été adressée à 20 reprises aux membres de la Chambre au cours de l'année écoulée. Elle leur a fournis des informations sur les prestations et les manifestations de la Chambre qui ont connu, conformément aux souhaits des membres en 2013, une dynamique évolutive.

De plus, elle les a tenus informés sur les questions d'actualité politique, économique et sociale dans le monde, l'Union Européenne et en Côte d'Ivoire.

- **Site Internet**

Véritable outil de communication sans frontières et en continu, le site [www.eurochamci.com](http://www.eurochamci.com) est la vitrine des activités de la Chambre, accessible partout dans le monde 24h/24h et 7 jours/7 jours. Il fait l'objet de mises à jour régulières aux fins de le rendre plus dynamique et plus efficient.

Mettant en ligne des nouvelles d'ordre économique ou les événements organisés par la Chambre, le site a reçu plus de 6 000 visites dont 4 658 visiteurs différents en 2013 contre 1 840 dont 1422 visiteurs différents en 2012.

Il est à noter que la grande majorité des visiteurs provient respectivement de la Côte d'Ivoire, des Etats-Unis et de la France.

- **Annuaire des Adhérents**

Point majeur figurant sur le plan d'actions 2013, l'Annuaire des adhérents rassemble l'ensemble des informations sur les entreprises membres de la Chambre et décrit de manière détaillée leurs prestations. Finalisé, il est désormais disponible sur le site internet et est exclusivement réservé aux adhérents.

- **Badge-adhérent**

Afin de permettre aux adhérents de s'identifier plus aisément lors des rencontres internes, se familiariser, créer des liens et ainsi favoriser leur intégration, des badges -adhérents sont confectionnés et remis aux membres dès leur adhésion.

- **Relations Médias**

L'Année 2013 aura été sans conteste l'année consacrée pour EUROCHAM en matière de visibilité médiatique.

En effet, la plupart des activités de la Chambre ont eu une couverture médiatique importante aussi bien dans la presse écrite que dans la presse audiovisuelle.

On peut citer notamment la Conférence sur **l'Annexe fiscale 2013** (février 2013), la Conférence sur le fonctionnement du **Tribunal de Commerce** (avril 2013), la Conférence sur **les Partenariats Publics-Privés** (septembre 2013) et la Signature de **partenariat entre Eurocham et l'Université Félix Houphouët BOIGNY** de Cocody (décembre 2013) qui ont fait l'objet de nombreux reportages et d'articles de presse.

De plus, en marge de la couverture des ses événements publics, l'EUROCHAM a renforcé sa visibilité médiatique à travers les différentes interviews de son Président Maximilien LEMAIRE, réalisées par plusieurs organes de presse notamment:

- ✓ **Intelligent d'Abidjan**, avril 2013;
- ✓ **Plate forme d'échange de Fraternité Matin** dénommée « L'invité des rédactions », juin 2013;
- ✓ **Magazine de la Banque Mondiale « Spécial Doing Business »**, octobre 2013;
- ✓ **PME Magazine Édition spéciale 10 ans**, décembre 2013.

## ANNEXES

### LISTE DES MEMBRES DE LA CCE-CI

A.CONSTANT - ACOME – ACT&SENS –ADENIA PARTNERS - AERIA – AFRIQUE TABACS - AGEMA - AIR France - ALIOS FINANCE- ALLIANZ ASSURANCES - ALLIANZ ASSURANCE VIE – AMDS - ARIS INTELLIGENCE - ASCOMA - AXA Côte d'Ivoire – AZITO O&M – ACT & SENS CONSULTING-

BARRY CALLEBAUT/SACO- BICICI - BOLLORE AFRICA LOGISTICS – BRUSSELS AIRLINES - BUREAU VERITAS CI

C2A - CABINET CHAUVEAU – CANAL+ CI - CARENA - CASTEL/SOLIBRA- CASTELLI - CFAO MOTORS CI - CFAO TECHNOLOGIES – CHAMBRE DE COMMERCE BELGE - CIFIDEC - CIPEXI - CMA-CGM GROUP/DELMAS-CI - CMNP CI

DELOITTE CI- DHL EXPRESS - DIALOGUE PRODUCTION – DIP SYSTEMES – DREDGING INTERNATIONAL

ETUDE DE MAITRE ROUX

FRANZETTI

GEMA CONSTRUCT S.A. - GETMA CI - GLOBALE PROTECTION - GRANDS MOULINS D'ABIDJAN - GRAS SAVOYE CI – GROUPE BUROTIC/SIMO –

HESNAULT CI

IC CONNEXION - IPL - IPS WA – IRES – IVOIRE EQUIPEMENTS

KPMG

LATITUDE FIVE

MAERSK - MANUTENTION AFRICAINE – MATMED – MAZARS CI – MICROCRED CI – MDE BUSINESS SCHOOL – MEDLOG CI- MCI-SOGEM

ORANGE CI

PARM AFRIQUE - PISA IMPEX – POLYCLINIQUE GMP - PRODWARE WECA - PROSUMA

REAL

SAPH - SCB – SCC - SEA INVEST- SELV CI – SEMEN - SETACI KIA MOTORS – SG CONSULT - SGS SA – SIFCA – SIGA SECURITE - SIMAM CI – SIP – SITAB SA – SITARAIL – SNT CI –SNCV – SKY ARCHITECTES – SOCIDA – SODIREP – SONACO – SOUDOTEC - SPIRAL - STANDARD CHARTERED BANK - - SWISSCHAM

THUNNUS OVERSEAS GROUP (SCODI et PECHE & FROID) - TOTAL CI - TOTAL E&P – TOUTON NEGOCE CI- TRACTAFRIC MOTORS CI- TREVI S.P.A - TRACTEBEL ENGINEERING

UNILEVER CI - UNIWAX

**WH CONSULT**

**YARA CI SA**

**ZAMACOM - ZETES CI**

## **CONTACTS**

- Adresse : 01 BP 11829 Abidjan 01  
Immeuble N'Zarama - 5ème étage – bvd Lagunaire – Plateau - Abidjan
- Tél. : + 225 20 32 81 00
- Fax : + 225 20 32 80 39
- Site Internet: [www.eurochamci.com](http://www.eurochamci.com)
- Direction : [aarhus@eurochamci.com](mailto:aarhus@eurochamci.com)
- Service Information & Communication : [serviceinfo@eurochamci.com](mailto:serviceinfo@eurochamci.com)
- Etudes & Publications : [fkoffi@eurochamci.com](mailto:fkoffi@eurochamci.com) ; [newsletter@eurochamci.com](mailto:newsletter@eurochamci.com)
- Commissions : [commissions@eurochamci.com](mailto:commissions@eurochamci.com)
- Commissions Fiscalité, Juridique, Santé & Droit Social : [engouan@eurochamci.com](mailto:engouan@eurochamci.com)
- Commissions Transport & Logistique, Intégration Régionale, Développement Durable : [ekanga@eurochamci.com](mailto:ekanga@eurochamci.com)
- Commission Education & Formation: [mcobio@eurochamci.com](mailto:mcobio@eurochamci.com)
- Adhésions: [adhesion@eurochamci.com](mailto:adhesion@eurochamci.com)
- Général: [info@eurochamci.com](mailto:info@eurochamci.com)

## **2013 EN IMAGES**



**Assemblée Générale Extraordinaire, le 30 janvier 2013 à l'Hôtel TIAMA**



**Petit-déjeuner-Débat avec le Directeur Général des Impôts, le 14 février 2013 à l'Espace CRAE-UMOA**



**Conférence sur le Tribunal de Commerce d'Abidjan, le 29 avril 2013 à l'Hôtel TIAMA**



**Déjeuner-Conférence sur les Partenariats Public-Privé, le 24 septembre 2013 à l'Hôtel PULLMAN**



**Photo de famille à la suite de «l'invité des rédactions» de Fraternité Matin, le 25 juin 2013 dans les locaux du Groupe**



**Rencontre d'informations et d'échanges avec la Direction Générale de l'Economie, le 02 août 2013 dans les locaux de la Chambre**



**Signature d'une Convention de partenariat entre la Chambre de Commerce Européenne et l'Université FHB, le 17 décembre 2013**



**Mission économique et commerciale belge en Côte d'Ivoire, le 22 mai 2013**